

DISCOURS des 20 ANS de l'ODPS
Jean-Charles ZANINOTTO, Directeur DDASS de l'Isère

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Vous m'avez demandé de rappeler le rôle des services de l'État dans la lutte contre le sida en Isère.

Sans empiéter sur la parole des experts, et notamment du docteur Leclercq qui rappellera tout à l'heure l'évolution et la réalité de l'épidémie de VIH/SIDA aujourd'hui, je voudrais au préalable rappeler les principales données épidémiologiques dont nous disposons à ce jour. Je rappellerai ensuite les actions entreprises dans notre département en matière de prévention et de lutte contre l'épidémie.

Situation de l'infection à VIH en France et en Isère :

6 300 personnes ont découvert leur séropositivité en France en 2006.

Le nombre estimé de nouveaux diagnostics est donc en légère baisse, confirmant la tendance à la diminution des deux années précédentes (6 700 en 2005, 7 000 en 2004).

D'autres indicateurs sont également à la baisse :

- _ les personnes étrangères découvrant leur séropositivité a diminué en 2006,
- _ le nombre de personnes de nationalité française contaminées par rapports hétérosexuels reste faible.

Le nombre de personnes atteintes du sida continue à diminuer et l'épidémie de VIH apparaît contrôlée chez les usagers de drogues.

De plus, les données de la déclaration obligatoire du VIH montrent que la proportion des dépistages précoces augmente et celle des diagnostics tardifs régresse.

En revanche, **les homosexuels représentent le seul groupe pour lequel on n'observe pas de diminution en 2006.**

La région Rhône Alpes est l'une des plus touchée après l'Île de France, PACA et les départements français d'Amérique.

En Isère, 537 cas de sida ont été déclarés depuis le début de l'épidémie : 445 hommes et 92 femmes. Sur cette période, 320 décès ont été enregistrés.

Depuis 1997 c'est une vingtaines de cas qui ont été signalés à la Ddass chaque année.

Les chiffres sont en baisse ces deux dernières années : 17 cas en 2005 et quatre cas seulement en 2006. À ce jour 14 ont été déclarés pour 2007.

Depuis 2003, date de la déclaration obligatoire d'infection VIH, 155 cas de séropositivité ont été déclarés en Isère (dont 35 cas (7 femmes et 28 hommes) pour 2006).

Au total sur ces 155 cas :

65 femmes dont 35 d'origine d'Afrique subsaharienne
et 90 hommes.

Les modes de contamination relevés sont semblables aux données nationales, la population homosexuelle restant la plus touchée.

L'activité de dépistage s'est rapidement mis en place dans notre département, le conseil général de l'Isère ayant pourvu l'ensemble du département en centres de dépistage anonyme et gratuit y compris en milieu carcéral ainsi qu'en station de sports d'hiver (grâce à une unité mobile).

L'activité de dépistage reste stable avec environ 4300 tests effectués chaque année auxquels il convient d'ajouter l'activité des laboratoires de ville.

Les grandes orientations du ministère de la santé en matière de lutte contre le VIH/SIDA :

La lutte contre le VIH/SIDA repose sur un dispositif préventif articulant une large accessibilité aux préservatifs et aux moyens de dépistage et une action continue d'information, de communication et d'éducation à la santé en direction de la population générale. Cette politique intègre aussi la prévention des autres infections sexuellement transmissibles (IST) et le programme national Hépatites virales C et B .

Cette politique s'appuiera désormais sur les COREVIH (centres de coordinations régionales de lutte contre l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine), le dispositif de coordination existant (CISIH) devant s'adapter à l'évolution des caractéristiques de l'épidémie.

Trois comités vont être créés pour l'inter-région Sud-Est (Auvergne et Rhône-Alpes) dont un mis en place début 2008 pour les départements de l'Isère et des deux Savoies.

Les grandes orientations et les objectifs de cette politique nationale ont été officialisées dans le plan 2005-2008 de lutte contre le VIH/SIDA et les IST :

Le programme de lutte contre l'épidémie 2005-2008 s'organise autour de deux grands objectifs :

- _ Réduire l'incidence du VIH et des IST dans les populations et territoires prioritaires.
- _ Maintenir une faible incidence du VIH en population générale et lutter contre les chlamydiae, l'herpès et le HPV (infection à papillomavirus).

En matière de prévention et de dépistage, les orientations articulent d'une part une stratégie à destination de la population générale axée sur l'éducation, la promotion et l'accessibilité du dépistage et des préservatifs et d'autre part, des programmes envers des populations ou groupes prioritaires :

- _ population des Départements français d'Amérique,
- _ migrants,
- _ hommes ayant des relations homosexuelles,
- _ hétérosexuels ayant des pratiques à risque marqué,
- _ auxquels s'ajoutent des actions en direction des personnes vivant avec le VIH.

La politique de prévention menée sur le plan local se situe bien entendu dans ce cadre général.

Elle a d'abord été inscrite dans **3 plans départementaux** déclinant au plan local les objectifs en matière de prévention, de dépistage et de prise en charge...

Ces plans (dont le dernier couvrait les années 2002-2005 ont été arrêtés conjointement (c'est une particularité iséroise) par le préfet et le président du conseil général.

Je tiens à souligner la qualité de ces documents de référence qui ont joué me semble-t-il un rôle très important pour fédérer l'action des nombreux partenaires.

L'ODPS a pris une part très active dans ces travaux que ce soit pour l'élaboration des plans, leur évaluation et surtout la mise en œuvre des actions.

Via ces plans l'Etat mais aussi le conseil général qui s'est fortement mobilisé dès le début de l'épidémie ont pu rapidement s'appuyer et organiser les actions de prévention, de dépistage et de prise en charge des malades.

Je veux également signaler l'implication des services de l'assurance maladie notamment sur le dépistage et bien entendu des nombreuses associations, communes, des professionnels de santé (notamment grâce à l'action des centres de santé) et bien sur des établissements de santé (CHU, Centre Médical Daniel Douady).

Cette politique locale figure désormais dans le Plan Régional de Santé Publique notamment ses axe II (réduction des facteurs de risque majeur de mortalité et de morbidité par la prévention primaire et le dépistage) et III (améliorer certaines prises en charge et la qualité de vie des personnes fragilisées).

Je ne peux bien entendu être exhaustif sur l'ensemble des actions qui ont été menées toutes ces dernières années et soutenues financièrement par les pouvoirs publics dont l'Etat via les crédits d'intervention de la DDASS ou de la politique de la ville et depuis 2007 par le GRSP.

Les moyens consacrés par ces principaux financeurs (Etat, Assurance Maladie, Conseil Général) s'élèvent sur le département à environ 680 000 euro par an (sur les années 2002-2005).

Pour l'Etat 400 000 € étaient consacrés à la prévention, au dépistage et la prise en charge sur ces mêmes années.

En 2007, 235 000 € ont été accordés par le GRSP soit 185 528 pour soutenir des actions menées par les associations du département et 52 000 pour l'aide à la vie quotidienne. Il faut rajouter à ces moyens la création d'un certain nombre de services médico-sociaux ces dernières années sur lesquels je reviendrai tout à l'heure.

Parmi ces actions je souhaite en citer quelques unes qui m'apparaissent particulièrement marquantes et pour lesquelles l'ODPS a été particulièrement moteur :

- Les actions du 1^{er} décembre,
- les campagnes d'hiver de sensibilisation au sida en station de montagne (personnel saisonnier et touristes),
- l'élaboration de supports d'information afin de permettre une meilleure sensibilisation du grand public au dépistage.
- Un important travail a également été mené sur l'élaboration du guide de bonnes pratiques de dépistage en direction des laboratoires d'analyses médicales du département notamment sur les conditions de remise des tests et l'annonce du résultat par l'intermédiaire du médecin traitant.
- Plus récemment depuis 2006, un travail est mené pour développer des actions de prévention adaptée auprès des migrants.

Au-delà de ces actions L'ODPS est reconnu et sollicité au quotidien comme un véritable service ressources pour l'ensemble des acteurs du département et je souhaite souligner son rôle et son implication parmi d'autres pour rassembler l'ensemble des partenaires institutionnels et associatifs.

En complément des actions de prévention, de dépistage réalisées par les associations et des soins assurés par les établissements de santé, sur lesquels je ne m'attarderai pas ce soir, je tiens à rappeler le développement ces dernières années de nouveaux services médico-sociaux pérennes pour accompagner et prendre en charge des publics particulièrement exposés ou fragiles.

En effet une dizaine de places d'appartements de coordination thérapeutique ont été créées (à AIDES et Point Virgule) représentant 246 000 €

ainsi que deux Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la réduction des Risques pour Usagers de Drogues (CAARUD) par AIDES et AXES soit 160 000 €.

La reconnaissance et le financement du Centre de Soins d'Accompagnement et de Prévention des Addictions de Bourgoin Jallieu qui vient d'ouvrir complète ce dispositif et conforte l'action portée auparavant par SITONI.

C'est donc un effort sensible qui a été fait récemment pour permettre à notre département de pérenniser des actions d'accompagnement et de prise en charge.

En conclusion, je souhaite en cette date anniversaire que le travail mené par l'ODPS mais aussi par l'ensemble des acteurs réunis ce soir puisse se poursuivre.

Les services de l'Etat apprécient particulièrement la qualité des actions développées ou soutenues par l'ODPS, la collaboration riche et continue et la concertation qui existent en Isère depuis 20 ans maintenant entre l'ensemble des opérateurs.

Je sais qu'il existe quelques inquiétudes du fait de la régionalisation des politiques de santé. Sachez que les services de l'Etat, quelque soit l'organisation retenue resteront à vos côtés pour encourager et développer avec toute la détermination nécessaire les actions que vous avez portées ou auxquelles vous avez très largement contribué ces dernières années.

Bon anniversaire et bon courage pour continuer le combat contre le SIDA.
